

## **La politique de crédits des banques vis-à-vis des PME,**

M. Benoît Genecand, Responsable Région Genève, UBS SA

Il faut être deux pour danser le tango !

Comme l'automne suit l'été, le reproche de tiédeur fait aux banques revient chaque année dans la discussion sur les PME.

Il suffirait donc d'ouvrir généreusement le robinet des crédits pour que nos entreprises se portent mieux. Rapporté au monde du sport, ce type de raisonnement donnerait : distribuons des rations de vitamines et nos sportifs vont battre des records !

L'expérience pas si lointaine de la deuxième moitié des années 80 a montré qu'une alimentation trop riche en crédits, financée à l'époque sur une base hypothécaire, provoque des perturbations économiques significatives tant dans le système financier lui-même (amortissement de CHF 42 milliards de crédits douteux sur l'ensemble de la Suisse) que pour les autres acteurs économiques forcés de consolider leur bilan.

Le balancier est-il allé trop loin aujourd'hui ? Les banques sont-elles devenues trop prudentes voire frileuses ? La question est difficile et la mesure malaisée. On peut être tenté par une réponse affirmative vu le niveau des crédits utilisés qui a diminué en 2002. Seulement, comme il faut être deux pour danser le tango, une source de financement et un projet à financer sont nécessaires pour un crédit. Or les entreprises suisses ont ramené massivement la voilure ces deux dernières années. Nos PME ont renoncé ou reporté des investissements dans une proportion beaucoup plus importante que les autres économies industrialisées. En 2002, les investissements d'équipement étaient 12,5% inférieurs à leur niveau de 2000. 2003 a été également une année de baisse. Prudence qui s'explique par l'incertitude conjoncturelle persistante. Moins d'investissements donc et certainement une meilleure gestion du bilan : nos PME suivent mieux leurs débiteurs et gèrent plus efficacement le stock. En conséquence, leur besoin de financement diminue. La baisse de l'utilisation du crédit bancaire par les PME peut ainsi être lue comme un signe de santé d'une économie privée qui consolide sa base de fonds propres et se prépare pour la reprise.

Alors un système de banques commerciales irréprochable ? Certainement pas ! Une approche parfois trop bureaucratique, un souci du contrôle qui peut devenir tatillon et une réticence à financer le bon entrepreneur lorsqu'il opère dans un secteur économique difficile sont quelques unes des faiblesses de notre système bancaire commercial.

Cela dit, la concurrence joue ici son rôle salutaire. Les affaires avec les PME sont rentables et intéressent de nombreuses banques. En outre, le financement prend différentes formes comme le leasing ou le factoring qui permettent de mieux répondre aux situations individuelles. Enfin, la vision interne des établissements bancaires évolue en parallèle avec la conjoncture. Comme les prévisions pour 2004 s'annoncent plus favorables, un regain d'optimisme dans l'évaluation du risque de crédit se fait jour.

Un mot sur le rôle de l'Etat : Parfois banquier, avec la LAPMI, OGCM ou la Fondetec pour ne citer que quelques exemples genevois, l'Etat a une tâche bien plus centrale dans la gestion des conditions cadre. Il contribue plus par un bon système de formation et une administration économe et efficace que par l'octroi

de financements d'un montant globalement peu significatif et soumis à des contraintes proches sinon égales à celles du secteur bancaire.

La relation PME - banque est par essence, un rapport de confiance mêlé de lucidité. Relation qui évolue avec le temps et la situation économique. Un lien fort se crée avec les années qui est de première importance pour la PME et pour la banque.

Cela dit, pour atteindre le top en matière de performance, un sportif doit suivre un programme d'entraînements exigeant et faire preuve de patience. Il ne peut se reposer sur un apport de vitamines seulement ! De même les PME doivent de manière constante trouver la meilleure allocation de leurs ressources pour prospérer dans un environnement en constant changement.

La cure d'austérité menée durant les derniers trimestres indique que nos PME sont aujourd'hui bien placées pour profiter du rebond qui s'annonce pour 2004. Elles pourront s'appuyer sur des banques commerciales solides qui disposent de ressources pour les accompagner dans leur développement.

Vivement 2004 et le retour de la croissance !

Que celle-ci permette aux différents acteurs : PME, Etat, Banques de jouer chacun leur partition en contribuant au développement économique.

Octobre 2003